



CHAPITRE 91

CHAPTER 91

Loi modifiant la charte de la ville Saint-Laurent

An Act to amend the charter of the town of St. Laurent

[Sanctionnée le 10 mai 1947]

[Assented to, the 10th of May, 1947]

Préambule.

ATTENDU que la ville Saint-Laurent a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la ville et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 8 Édouard VII, chapitre 94, modifiée par les lois 3 George V, chapitre 71, 8 George V, chapitre 91, 13 George V, chapitre 97, 20 George V, chapitre 114, 4 George VI, chapitre 95 et 9 George VI, chapitre 85 et les autres lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Annexion.

1. Le territoire suivant formant partie jusqu'ici de la municipalité de la paroisse de Saint-Laurent est annexé à la ville Saint-Laurent, savoir:

Les lots numéros 43, 237, 252, 475, tous du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent. Tant et aussi longtemps que ces lots ne seront pas subdivisés et qu'ils seront considérés comme terre en culture, les propriétaires de ces lots annexés paieront les mêmes taxes qu'ils ont payées pour l'année 1946. La ville devra payer comme indemnité à la paroisse une somme de cinq mille dollars par année dans le cours du mois de janvier pendant une

Preamble.

WHEREAS the town of St. Laurent has, by its petition, represented that it is in the interest of the town and it is necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 8 Edward VII, chapter 94, amended by the acts 3 George V, chapter 71, 8 George V, chapter 91, 13 George V, chapter 97, 20 George V, chapter 114, 4 George VI, chapter 95, 9 George VI, chapter 85 and the other acts amending same, be again amended;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Annexion.

1. The following territory forming heretofore part of the municipality of the parish of St. Laurent is annexed to the town of St. Laurent, to wit:

Lots numbered 43, 237, 252, 475, all of the cadastre for the parish of St. Laurent. While and so long as these lots shall not be subdivided and shall be considered as land under cultivation, the proprietors of these annexed lots shall pay the same taxes as they paid for the year 1946. The town shall pay an indemnity to the parish a sum of five thousand dollars each year, in the course of the month of January during a period of twenty years as from the

période de 20 ans à compter du 1er janvier 1948.

Rôle spécial, etc.

La paroisse percevra les taxes foncières de l'année 1947, et, notwithstanding toute loi générale ou spéciale, la paroisse est autorisée à préparer un rôle spéciale de cotisations scolaires payables par les propriétaires inscrits sur la liste neutre pour la période du 1er juillet au 31 décembre 1947, et à les percevoir.

Engagements, etc., transportés.

Tous les engagements, obligations et responsabilités de toute nature de la paroisse, aux termes du contrat passé devant Me Jean Baudouin, notaire, le 7 juin 1945, sous le numéro 17468 de ses minutes, entre la cité de Montréal, la ville Saint-Laurent, et la municipalité de la paroisse Saint-Laurent, d'une part, et Ayerst, McKenna & Harrison, Limited, d'autre part, sont transportés à la ville à l'entière exonération de la paroisse.

Vente validée.

2. La vente faite par ville Saint-Laurent en faveur de Odilas Jasmin devant Me Hector Beaudin, le 20 juillet 1942, enregistrée au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 532113 est confirmée, ratifiée, en ce qui concerne toute irrégularité survenue dans les avis et autres procédures de vente pour défaut de paiement des taxes.

S.R., c. 233, a. 581a, aj. pour la ville.

3. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 581 le suivant:

Travaux permanents.

"**581a.** Sur requête signée par le ou les propriétaires représentant au moins les deux tiers des terrains longeant une rue ou une ruelle ou une partie de rue ou de ruelle, et approuvée par la Commission métropolitaine de Montréal et par le ministre des affaires municipales, la ville est autorisée à faire, sur sa propriété, tous les travaux permanents tels que trottoirs, égouts, pavages, aqueduc et leurs raccordements et d'autres travaux dits permanents et à emprunter, au besoin, les sommes d'argent nécessaires à ces fins. La requête susdite, avant d'être envoyée par le conseil pour approbation au ministre des affaires municipales, devra être reçue et approuvée par

1st of January 1948.

The parish shall collect the land taxes for the year 1947, and, notwithstanding any general or special act, the parish is authorized to prepare a special roll of school assessments payable by the proprietors entered on the neutral panel for the period extending from the 1st of July to the 31st of December, 1947, and to collect them.

All the undertakings, obligations and responsibilities of any nature whatsoever of the parish, according to the terms of the contract passed before Me Jean Baudouin, Notary, on the 7th of June, 1945, under number 17468 of his minutes, between the city of Montreal, the town of St. Laurent and the municipality of the parish of St. Laurent on the one part, and Ayerst, McKenna & Harrison, Limited, on the other part, are transferred to the town to the entire discharge of the parish.

2. The sale made by the town of St. Laurent in favour of Odilas Jasmin before Me Hector Beaudin, the 20th of July, 1942, registered in the office of the registration division of Montreal, under number 532113 is confirmed, ratified, as to any irregularity having occurred in the notices and other procedures of sale for non-payment of taxes.

3. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 581, the following:

"**581a.** Upon petition signed by a proprietor or the proprietors representing at least two-thirds of the land bordering on a street or lane or part of a street or of a lane and approved by the Montreal Metropolitan Commission and by the Minister of Municipal Affairs, the town is authorized to execute, on its property, all permanent works, such as sidewalks, sewers, pavings, aqueducts and their connections, and other so-called permanent works, and to borrow, if need be, the amounts required for such purposes. The aforesaid petition, before being sent by the council for approval to the Minister of Municipal Affairs, shall, in its form, be received and approved by the council.

Special roll, etc.

Undertakings, etc., transferred.

Sale ratified.

R.S., c. 233, s. 581a, added for town.

Permanent works.

le conseil dans sa forme. La requête devra mentionner tous les numéros de cadastre affectés par l'exécution des travaux demandés, les noms des propriétaires de chaque numéro de cadastre, la nature des travaux demandés, et un propriétaire qui possède plusieurs lots ou terrains aura autant de votes à la dite requête que de lots ou terrains portés au cadastre dans cette partie affectée par les travaux demandés; si la ville est propriétaire de lots elle sera considérée comme tous autres propriétaires et votera de la même façon que ceux-ci par l'intermédiaire du maire ou de tous autres représentants que le conseil pourra désigner sur simple résolution.

The petition shall mention all the cadastral numbers affected by the execution of the works requested, the names of the proprietors of each cadastral number, the nature of the works requested and a proprietor who owns several lots or lands shall have as many votes on the said petition as lots or lands entered on the cadastre in that part affected by the works requested; if the town is the owner of lots it shall be considered as all other proprietors and shall vote in the same way as the latter through the mayor or any other representative whom the council may designate by mere resolution.

Calcul. Pour le calcul des deux tiers des propriétés longeant une rue ou une ruelle, comme susdit, la partie exemptée des lots angulaires n'a pas d'effet à l'encontre de cette requête.

In calculating the two-thirds of the property bordering a street or a lane as above, the exempted part of corner lots shall not operate against such petition. Calculation.

Coût. Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour le paiement ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas, pour la préparation des règlements et la négociation des emprunts, sont défrayés au moyen d'une cotisation spéciale, sur les propriétaires intéressés, en proportion de l'étendue de front de leurs propriétés, conformément aux règlements de la ville et aux termes de l'article 583 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), et à cette fin, la ville est autorisée à emprunter tout l'argent nécessaire pour payer ces travaux.

The cost of these works and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case in the preparation of the by-laws and the negotiation of the loans, shall be paid by a special assessment on the interested proprietors, in proportion to the frontage of their properties, in conformity with the by-laws of the town and under the terms of section 583 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) and for this purpose, the town is authorized to borrow all the necessary money to pay for these works. Costs.

Termes d'emprunts. Les termes de chacun de ces emprunts ne doivent pas excéder celui d'une cotisation spéciale prélevée pour les travaux qui font l'objet de cet emprunt, et l'intérêt ne doit pas excéder cinq pour cent par année.

The term of each of such loans shall not exceed that of a special assessment made for the works for which such loan is made, and the interest shall not exceed five per cent per annum. Terms of loans.

Règlements. Ces emprunts doivent être ordonnés par règlement du conseil de la ville, mais sans être soumis à l'approbation des contribuables, comme l'exigent les articles 581 et suivants de ladite Loi des cités et villes, mais ils doivent être approuvés par la Commission métropolitaine de Montréal et par le lieutenant-gouverneur en conseil.

These loans shall be ordered by by-law of the town council, but without being submitted to the approval of the ratepayers, as required by sections 581 and following of the said Cities and Towns Act, but they shall be approved by the Montreal Metropolitan Commission and by the Lieutenant-Governor in Council. By-laws.

Émission d'obligations. Ils doivent être faits au moyen d'une émission d'obligations (debentures) ou d'actions enregistrées, émises conformé-

They shall be made by means of an issue of debentures or registered stock issued in accordance with the provisions of Issue of bonds.

ment aux dispositions de la charte de la ville, ou, à défaut de dispositions à ce sujet dans la charte, conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes.

Objet spécifié.

Tout règlement ordonnant un semblable emprunt doit, dans chaque cas, spécifier clairement l'objet de cet emprunt, et aucun règlement de cette nature n'est adopté par le conseil de ville, sans qu'il n'ait obtenu de l'ingénieur de la ville une déclaration écrite, sous serment d'office, attestant le coût total des travaux nécessitant tel emprunt, et que les travaux ont été complètement exécutés.

Fonds d'amortissement.

La cotisation spéciale, prélevée sur les propriétaires intéressés pour les travaux permanents faits en vertu de cet article, constitue un fonds d'amortissement qui doit être exclusivement appliqué au paiement de l'intérêt sur les obligations ou les actions enregistrées, émises pour le paiement de ces travaux, et au rachat de ces obligations et de ces actions enregistrées, à leur échéance, et ces intérêts et fonds d'amortissement resteront néanmoins une charge sur le fonds général de la ville.

Emprunt.

La ville est autorisée à emprunter d'une banque ou de la Commission métropolitaine de Montréal, les deniers nécessaires à l'exécution de ces travaux. Cet emprunt doit être remboursé à la banque ou à la commission, avec le produit de la vente desdites obligations ou actions enregistrées.

Délai.

Ces emprunts et la négociation de ces bons ou obligations doivent être faits dans l'année suivant le parachèvement de ces travaux."

S.R., c. 233, a. 469, am. pour la ville.

Postes de stationnement.

4. L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifié pour la ville Saint-Laurent en ajoutant après le paragraphe 9°, le suivant:

"9^a Pour établir, régler les postes de stationnement pour les voituriers publics, taxis ou autobus et les rendre obligatoires pour ces genres de véhicules, régler ou prohiber le stationnement de ces genres de voitures, sur toutes rues ou partie de rue de la ville nonobstant les règlements généraux de la circulation et du stationnement concernant les autres genres de véhicules."

the charter of the town, or, in default of provisions on the subject in the charter, in accordance with the provisions of the Cities and Towns Act.

Any by-law ordering such loan shall, in each case, clearly specify the object of such loan, and no by-law of this nature shall be adopted by the town council without having obtained from the town engineer a written declaration under his oath of office, attesting the total cost of the works for which such loan is required, and that the works have been entirely executed.

The special assessment, collected from the interested proprietors for the permanent works made under this section, shall constitute a sinking-fund to be applied exclusively to paying the interest on the debentures or the registered stock issued for the payment of these works, and to redeem such debentures and registered stock at maturity, and said interest and sinking-fund shall nevertheless remain a charge against the general funds of the town.

The town is authorized to borrow from the bank or from the Montreal Metropolitan Commission, the necessary money for the execution of these works. Such loan shall be reimbursed to the bank or the Commission out of the proceeds of the sale of the said debentures or registered stock.

These loans and the negotiation of these bonds or debentures shall be made within the year following the completion of the works."

4. Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the town of St. Laurent, by adding after paragraph 9, the following paragraph:

"9^a. To establish, regulate standing places for public carriers, taxis or autobuses and make them compulsory for such kinds of vehicles, regulate or prohibit the parking of such vehicles on any street or part of street of the town notwithstanding the general traffic and parking by-laws concerning other vehicles."

S.R.,
c. 233,
a. 428,
am. pour
la ville.
Cirques,
etc.

5. L'article 428 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 5°, le suivant:
"5°a Pour prohiber les cirques, les carroussels ou autres représentations du même genre ou les permettre moyennant le paiement d'une licence ou d'une taxe ne devant pas excéder mille dollars par jour et pour prohiber les salles de danse."

S.R.,
c. 233,
a. 538a,
aj. pour la
ville.

6. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 538, les suivants:

Taxe des
services
publics.

"538a. Le conseil est autorisé à réunir en une seule taxe appelée taxe des services publics, pour fins de perception, les taxes d'eau, de locataires, d'enlèvement des vidanges et de la neige.

Maisons à
apparte-
ments.

"538b. Le conseil peut imposer, par règlement, pour les maisons à appartements, la taxe de locataire, d'eau, d'enlèvement des vidanges et de la neige, aux propriétaires de ces maisons et rendre ces propriétaires personnellement responsables de ces taxes.

Proprié-
taires su-
brogés.

Dans ce cas lesdits propriétaires sont, pour les baux alors en vigueur lors de l'adoption d'un règlement et pour les baux à venir, subrogés aux droits de la ville et peuvent recouvrer de leurs locataires le montant des taxes payées par eux, à la ville.

Défini-
tion.

Une maison à appartements est tout immeuble ou partie d'immeuble à entrée principale unique, comprenant plusieurs unités de logement à entrée privée respective à l'intérieur et qui ne sont pas pourvues de conduites de distribution séparées pour l'eau."

Pension
au recor-
der.

7. La ville est autorisée, par résolution de son conseil, à payer à son recorder actuel une pension viagère annuelle de cinq cents dollars, lorsque ce dernier jugera à propos de démissionner comme recorder de la ville.

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
la ville.
Entretien
des fossés,
etc.

8. L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 31°, le suivant:
"31°a. Pour permettre à la municipalité de faire à ses frais tous les travaux d'entretien dans les fossés ou cours d'eau ver-

5. Section 428 of the Cities and Towns Act is amended for the town, by adding after paragraph 5, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 428,
am. for
town.
Cirques,
etc.

"5a. To prohibit circuses, carousels or other public performances of the same nature, or to permit them upon the payment of a license or of a tax not to exceed one thousand dollars per day, and to prohibit dancing-halls."

6. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 538, the following sections:

R.S.,
c. 233,
s. 538a,
added for
town.

"538a. The council is authorized to combine into one single tax called public services tax, for collection purposes, water-rates for tenants, for garbage and snow removal.

Public ser-
vices tax.

"538b. The council may impose, by by-law, for apartment houses, the taxes tenants, water-rates, garbage and snow removal upon the proprietors of these houses and render these proprietors personally responsible for such taxes.

Apartment
houses.

In such case the said proprietors shall be, for the leases then in force at the time of the passing of a by-law and for future leases, subrogated to the rights of the town and may recover from their tenants the amount of taxes paid by them, to the town.

Proprie-
tors, sub-
rogated.

An apartment house is any immovable or part of an immovable with one main entrance, including several dwelling units with respective private entrances in the interior and which are not provided with separate water delivery-pipes."

Defini-
tion.

7. The town is authorized, by resolution of its council, to pay to the present recorder a life annuity of five hundred dollars, when the latter shall deem expedient to resign as recorder of the town.

Pension to
recorder.

8. Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 31, the following:

R.S.,
c. 283,
s. 427,
am. for
town.

"31a. To permit the municipality to execute at its expense all maintenance work on ditches or water-courses under

Work on
ditches,
etc.

balisés situés dans les limites de la municipalité, et pour déterminer le temps et la manière de faire ces travaux.”

Disposi-
tion non-
applica-
ble.

9. L'article 575 de la Loi des cités et villes ne s'est pas appliqué à la ville Saint-Laurent depuis le 6 juin 1927 jusqu'à la date de la sanction de la présente loi.

Zonage,
etc.

10. Sans autres formalités que l'approbation du conseil municipal et la publication du règlement en la manière ordinaire, le conseil est autorisé à adopter un règlement de construction et de zonage amendant ou modifiant ses règlements existants, conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par le premier alinéa du paragraphe 1° de l'article 426 de la Loi des cités et villes, (S.R.Q. ch. 233) et ledit règlement ne pourra être amendé ou modifié que conformément au deuxième alinéa du paragraphe 1° de l'article 426 de la Loi des cités et villes.

Cessions
autorisées.

11. Lorsque les travaux d'égout, y compris l'usine de pompage, de pavage et d'aqueduc indiqués au plan 20848G préparé par M. D. Barclay Inc., daté du 20 décembre 1946, révisé par R. L. French, ingénieur, le 26 décembre 1946 et le 24 janvier 1947, et aux devis datés le 10 février 1947 préparés par ledit R. L. French, auront été exécutés et complétés conformément auxdits plan et devis par Joseph-Armand Marien ou représentants à la satisfaction de la ville et de son ingénieur, ledit Joseph-Armand Marien devra, sur demande, céder et transporter à la ville par acte notarié le terrain de la rue projetée, étant les numéros 7, subdivision du lot originaire No 467, 1 et 2, subdivisions du lot originaire No. 474, partie du No 21, subdivision du No 469 et partie du No 475, lesquelles parties sont indiquées audit plan par les lettres A, B, C, D, E, F, G et H, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, ainsi que tous les travaux et ouvrages prévus audit plan 20848G et auxdits devis. De son côté la ville devra céder audit Joseph-Armand Marien, pour fins résidentielles, les lots suivants lui appartenant, savoir: numéros 69 à 73, 75 à 90, 93 à 132, 134 à

procès-verbal situated within the limits of the municipality, and to determine the time and the manner of doing such work.”

9. Section 575 of the Cities and Towns Act was not applicable to the town of St. Laurent between the 6th of June, 1927 and the date of the sanction of this act. Provision not applicable.

10. Without formalities other than the approval of the municipal council and the publication of the by-law in the ordinary manner, the council is authorized to pass a construction and zonage by-law amending or modifying its existing by-laws, according to the powers which are conferred on it by the first sub-paragraph of paragraph 1 of section 426 of the Cities and Towns Act, (R.S.Q. chapter 233) and the said by-law cannot be amended or modified except in accordance with the second sub-paragraph of paragraph 1 of section 426 of the Cities and Towns Act. Zoning, etc.

11. When the sewer works, including the pumping, paving and water-works plant indicated on plan 20848G prepared by M. D. Barclay Inc., dated the 20th of December, 1946, revised by R. L. French, engineer, on the 26th of December, 1946, and on the 24th of January, 1947, and in the specifications dated the 10th of February, 1947, prepared by the said R. L. French, will have been done and completed according to the said plan and specifications by Joseph-Armand Marien or representatives to the satisfaction of the town and of its engineer, the said Joseph-Armand Marien shall, upon request, cede and transfer to the town by notarial deed the land of the contemplated street, being numbers 7, subdivision of original lot No. 467, 1 and 2, subdivisions of original lot No. 474, part of No. 21, subdivision of No. 469 and part of No. 475, which parts are indicated on the said plan by the letters, A, B, C, D, E, F, G and H, on the official plan and book of reference for the parish of Saint-Laurent, together with all the works and constructions provided for on the said plan 20848G and said specifications. On the other hand, the town shall cede to the Cessions authorized.

158, 161 à 167 et 169 à 171, subdivisions du lot originaire No 468, et les numéros 1, 2, 3, 6 à 9, 11 à 18 et 21, subdivisions du No 469 ainsi que les rues et les ruelles portant les numéros 74, 91, 92, 133, 159, 160 et 168 subdivisions du No 468 et les numéros 4, 5, 10, 19 et 20, subdivisions du No 469 auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent.

said Joseph-Armand Marien, for residential purposes, the following lots owned by the town, to wit: numbers 69 to 73, 75 to 90, 93 to 132, 134 to 158, 161 to 167 and 169 to 171, subdivisions of original lot No. 468 and numbers 1, 2, 3, 6 to 9, 11 to 18 and 21, subdivisions of No. 469 together with the streets and lanes bearing numbers 74, 91, 92, 133, 159, 160 and 168, subdivisions of No. 468 and numbers 4, 5, 10, 19 and 20, subdivisions of No. 469 on the said official plan and book of reference for the parish of Saint-Laurent.

Prix de la
cession.

Le prix de cette cession par ledit Joseph-Armand Marien à la ville sera le montant total du coût desdits travaux tel que déterminé par les parties avant que l'exécution desdits travaux ne soit commencée. La ville devra payer audit Joseph-Armand Marien, lors de ladite cession, le coût desdits travaux d'aqueduc et pour cette fin la ville est autorisée à faire tout emprunt nécessaire. Cet emprunt ne sera pas soumis à l'approbation des propriétaires. Le solde du coût desdits travaux devra être payé audit Joseph-Armand Marien de la façon suivante et non autrement: dans les trois mois suivant la date dudit acte de cession, la ville imposera, sur les terrains riverains en face desquels lesdits travaux seront faits sur une profondeur de 300 pieds de chaque côté, sur le côté nord-ouest et pour les travaux d'égout seulement pour les terrains faisant front sur le chemin de la Côte de Liesse et, dans la partie résidentielle, la profondeur de 300 pieds sera réduite à 100 pieds, une taxe spéciale pour le montant dudit solde, laquelle taxe sera payable en vingt versements annuels, égaux et consécutifs, tout montant impayé portant intérêt au taux de cinq pour cent par an payable en même temps que le versement annuel.

Limite.

Pour ce qui est du coût des travaux dans la partie résidentielle, le coût du pavage ne devra pas excéder ce que coûterait un pavage sur une rue ayant une chaussée d'une largeur de trente pieds, l'excédent du coût étant à la charge dudit Joseph-Armand Marien.

Responsa-
bilité.

Les propriétaires des terrains ainsi imposés seront personnellement responsables de ladite taxe.

Price of
transfer.

The price of this transfer by the said Joseph-Armand Marien to the town shall be the total amount of the cost of said works as determined by the parties before the carrying out of the said works has commenced. The town shall pay to the said Joseph-Armand Marien, at the time of said transfer, the cost of the said aqueduct works and for such purpose the town shall be authorized to effect any necessary loan (*emprunt*). Such loan shall not be submitted to the approval of the proprietors. The balance of the cost of the said works shall be paid to the said Joseph-Armand Marien in the following manner and not otherwise: within the three months following the date of the said deed of transfer, the town shall levy, on the bordering lands in front of which the said works are to be done on a depth of 300 feet on each side, on the northwest side and for the sewer works only for the lands fronting the Côte de Liesse road and, in the residential part, the depth of 300 feet shall be reduced to 100 feet, a special tax for the amount of the said balance, which tax shall be payable in twenty annual equal and consecutive instalments, any unpaid amount bearing interest at the rate of five per cent per annum payable at the same time as the annual instalment.

Limit.

As for the cost of the works in the residential part, the cost of paving should not exceed the cost for the paving of a street having a thirty feet wide roadway, the excess cost to be borne by the said Joseph-Armand Marien.

Responsi-
bility.

The owners of lands so assessed shall be personally responsible for the said tax.

Taxe spéciale.

Cette taxe spéciale sera répartie à raison du front desdits terrains riverains et il sera prélevé chaque année par la ville un montant égal au versement échéant durant l'année.

This special tax shall be apportioned according to the frontage of the said bordering lands and an amount equal to the instalment maturing during the year shall be levied annually by the town.

Special tax.

Exception.

Il sera loisible à la ville de ne pas exiger, des propriétaires de terrains imposés mais non bâtis lors de la confection du rôle, les versements en principal de ladite taxe pendant les trois premières années, et de reporter le montant de ces versements sur les versements futurs en majorant ces versements futurs proportionnellement. Pour cette opération la ville devra faire un rôle spécial pour amender le rôle original.

The town may not require, from the owners of lands assessed but not built upon at the time of the preparing of the roll, the instalments in principal of the said tax during the first three years, and to bring forward the amount of such instalments on future instalments by increasing on such future instalments proportionately. For such operation the town shall make a special roll to amend the original roll.

Exception.

Remise du produit de la taxe.

Le produit net perçu de cette taxe spéciale en principal et intérêts sera remis chaque année audit Joseph-Armand Marien qui devra accepter d'être payé de ce qui pourra lui être dû de la façon susdite, au moyen de cette taxe spéciale et non autrement, la ville ne devant encourir aucune responsabilité personnelle.

The net proceeds in principal and interest of this special tax shall be remitted annually to the said Joseph-Armand Marien, who shall accept the payment of what may be due to him in the aforesaid manner, by means of such special tax and not otherwise, the town not to incur any personal responsibility.

Payment of proceeds of tax.

Entretien.

L'entretien de ladite rue projetée et des travaux construits et prévus auxdits plan et devis sera à la charge de la ville à compter de la date dudit acte de cession.

The maintenance of the said contemplated street and the works executed and provided for on the said plan and specifications shall be borne by the town as from the date of the said deed of transfer.

Maintenance.

Pas d'intérêt.

La créance dudit Joseph-Armand Marien pour tout ce qui pourra lui être dû pour les travaux exécutés par lui ne portera pas intérêt, mais ledit Joseph-Armand Marien aura droit à tout ce que produira en revenu net ladite taxe en principal et intérêt.

The claim of the said Joseph-Armand Marien for all that may be owing to him for the works he has carried out shall not bear interest, but the said Joseph-Armand Marien shall be entitled to all the net proceeds of the said tax in principal and interest.

No interest.

Emprunt autorisé.

Il sera loisible à la ville, en tout temps, de payer audit Joseph-Armand Marien ce qui pourra lui rester dû, et pour faire ce paiement la ville est autorisée à faire tout emprunt nécessaire. Dans le cas où la ville ferait cette opération, ladite taxe spéciale n'en sera pas affectée, mais le produit de cette taxe en principal et intérêt, avec les arrrages qui pourraient être dus, sera la propriété de la ville.

The town may pay, at any time to the said Joseph-Armand Marien what might still be owing to him, and to effect such payment the town shall be authorized to make any necessary loan (*emprunt*). Should the town carry out such operation, the said special tax shall not thereby be affected, but the proceeds of such tax in principal and interest, together with the arrears which might be owing, shall be the property of the town.

Loan authorized.

Exercice de pouvoirs.

Tous les pouvoirs accordés au conseil en vertu du présent article ne pourront être exercés avant que le conseil municipal n'ait obtenu par un referendum légalement tenu, l'autorisation de la majorité des électeurs-propriétaires de la ville de Saint-

All of the powers granted to the council under this section cannot be exercised before the municipal council has obtained through a referendum legally held, the authorization of the majority of the electors who are proprietors of the town of

Exercise of powers.

Laurent qui auront voté, et l'approbation de la Commission municipale de Québec.

St. Laurent who will have voted and the approval of the Quebec Municipal Commission.

Entrée en vigueur. **12.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.